



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE**

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor

A.C.C.E.N.T.S DES ETATS-UNIS

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL POUR LES ETATS-UNIS

AGRICULTURE, COMMERCE, CLIMAT, ENERGIE, NUMERIQUE, TRANSPORT, SANTE...

N° 2022-02 du 18 mars 2022

SOMMAIRE

Commerce et sanctions

1. Le Sénat confirme la nomination de Maria Pagan au poste d'ambassadrice à l'OMC
2. Les Etats-Unis et le Royaume-Uni annoncent la création d'un dialogue sur l'avenir du commerce transatlantique
3. Des acteurs du secteur privé américain appelle l'Administration à prolonger le délai de mise en œuvre du *Uyghur Act*

Climat – énergie – environnement

4. Réactions des Etats fédérés à la hausse des prix de l'essence

Transport et infrastructure

5. Maersk cité à comparaître par le Département de la Justice dans le cadre d'une enquête sur les perturbations de la chaîne d'approvisionnement

Agriculture et industrie agroalimentaire

6. 250 M\$ pour accroître la production d'engrais durables et conforter la concurrence dans ce secteur

Numérique et innovation

7. Introduction du *Prohibiting Anticompetitive Mergers Act* au Congrès
8. Annonces d'investissements d'INTEL dans l'UE et en France
9. Ajustement de la politique en matière de modération des contenus de Meta dans le cadre de la guerre en Ukraine

Santé

10. La position des entreprises pharmaceutiques américaines dans le conflit ukrainien
11. Appel de la Maison Blanche pour un financement d'un Plan Covid

Vous pouvez retrouver les publications du SER, dont le Washington Wall Street Watch, [ici](#).

Commerce et sanctions

1. Le Sénat confirme la nomination de Maria Pagan au poste d'ambassadrice à l'OMC

Le 10 mars, le Sénat a confirmé Maria Pagan au poste de Représentante américaine adjointe au Commerce (*Deputy USTR*) et ambassadrice à l'Organisation mondiale du Commerce (OMC), à une large majorité (80-19). Cette nomination était bloquée depuis plusieurs mois par un groupe d'élus républicains en signe d'opposition au soutien exprimé par l'administration Biden à la levée des droits de propriété intellectuelle associée à la productions de vaccins contre la Covid-19. Maria Pagan était auparavant Directrice juridique adjointe (*Deputy General Counsel*) au sein des services de l'USTR et a notamment participé à ce titre aux négociations de l'accord commercial Canada-États-Unis-Mexique (ACEUM / *USMCA*). Cette nomination intervient alors que les Membres de l'OMC ont convenu le 23 février que la douzième Conférence ministérielle (CM12) de l'Organisation, qui avait été reportée en novembre 2021, se tiendrait la semaine du 13 juin 2022 à Genève.

2. Les Etats-Unis et le Royaume-Uni annoncent la création d'un dialogue sur l'avenir du commerce transatlantique

La Représentante américaine au commerce (*USTR*) Katherine Tai et la Secrétaire d'état britannique en charge du commerce Anne-Marie Trevelyan se réuniront aux Etats-Unis, à Baltimore, les 21 et 22 mars pour le lancement d'un nouveau format de coopération («UK-US Dialogues on the Future of Atlantic Trade»). Ce forum réunira des représentants des deux pays, le secteur privé ainsi que la société civile dans l'objectif de promouvoir le commerce bilatéral. Cette annonce intervient alors que les deux pays ont officiellement démarré en janvier 2022 des discussions visant à parvenir à une solution négociée dans le dossier des droits additionnels imposés depuis 2018 par les Etats-Unis sur l'acier et l'aluminium au titre de la section 232.

3. Des acteurs du secteur privé américain appelle l'Administration à prolonger le délai de mise en œuvre du « Uyghur Act »

Plusieurs groupes d'industriels ont demandé à l'administration Biden d'étendre la période de 180 jours prévue pour la mise en place des nouvelles exigences issues de la loi *Uyghur Forced Labor Prevention Act*. Votée au Congrès le

16 décembre 2021 de manière bipartisanne, cette loi est entrée en vigueur le 23 décembre 2021 et interdit les importations de biens produits dans la région du Xinjiang en instaurant une présomption de recours au travail forcé, sauf si les entreprises importatrices prouvent le contraire aux douanes américaines. Une période de commentaires publics sur la mise en œuvre de cette loi était ouverte jusqu'au 10 mars. L'[US-China Business Council](#) demande la mise en place d'une période transitoire d'au moins un an après la publication des *guidances* par le Groupe de travail sur l'application des mesures relatives au travail forcé prévues par la loi. Le [National Foreign Trade Council](#) insiste de son côté sur la nécessité pour les douanes américaines d'élaborer des règles précises sur la manière dont sera mise en œuvre la présomption réfutable de recours au travail forcé.

Brèves sanctions

- Devant le Congrès, le Président Zelensky a encouragé le 16 mars les Etats-Unis à maintenir la pression sur la Russie en adoptant de nouvelles sanctions, notamment contre les officiels russes : « *Je vous appelle à faire plus : de nouveaux paquets de sanctions sont nécessaires en permanence, chaque semaine* ». Le Président ukrainien a également appelé les entreprises américaines à quitter la Russie et suggéré la fermeture des ports américains à tous les biens russes.
- Lors d'une [interview](#) le 14 mars sur CNBC, le Secrétaire adjoint au Trésor Wally Adeyemo a évoqué la possibilité de sanctions supplémentaires notamment une interdiction d'importations de nickel, uranium ou titane de Russie. Les sanctions déjà en place sont « douloureuses » pour la Russie et placent selon W. Adeyemo la Russie et Vladimir Poutine dans une situation où ce dernier devra « faire le choix de continuer l'invasion ou la stopper ».
- La Chambre des représentants a adopté le 17 mars (424-8) le texte suspendant les « relations commerciales normales » des Etats-Unis avec la Russie et de la Biélorussie. Ce texte met en œuvre l'annonce vendredi 11 mars du Président Biden d'accorder son soutien à cette mesure, en coordination avec les autres Etats du G7 et l'Union européenne. Le texte doit désormais être voté par le Sénat.

Climat- Energie - Environnement

4. Réactions des Etats fédérés à la hausse des prix de l'essence

A l'approche des élections de mi-mandat, et dans un contexte d'inflation élevée et de hausse des prix du gaz et du pétrole suite à l'invasion de l'Ukraine par la Russie, un certain nombre d'états fédérés réagissent à la hausse constatée des prix à la pompe. Le prix moyen de l'essence ordinaire était de 4,315 USD/gallon au 14 mars 2022, en hausse de 0,213 USD/gal depuis le 7 mars 2022, et de 1,462 USD/gal sur un an (Données [EIA](#)). Un article de [Politico](#) dresse le paysage des mesures annoncées, qui se concentrent principalement sur la réduction des taxes sur l'essence.

Les gouverneurs démocrates de Pennsylvanie, du Michigan, du Nouveau-Mexique, du Colorado, du Minnesota et du Wisconsin ont soutenu une proposition de loi « [Gas Price Relief Act](#) » déposée par les Sénateurs démocrates Mark Kelly (D-AZ) et Maggie Hassan (D-NH), le 9 février 2022, visant à suspendre la taxe fédérale sur l'essence de 18,4 cents par gallon jusqu'à l'année prochaine.

Certains Etats prennent rapidement des mesures pour suspendre leurs propres taxes sur le carburant et diminuer les prix à la pompe. Le gouverneur républicain du Maryland, Larry Hogan, a ainsi annoncé la semaine dernière un plan de suspension de la taxe sur l'essence de l'Etat pendant 30 jours. Dans le cadre d'un plan de dépenses de l'Etat approuvé lundi, les législateurs de Floride ont adopté une suspension d'un mois de la taxe sur l'essence de l'Etat pour octobre, juste avant les élections.

D'autres Etats ont décidé de ne pas choisir cette voie, devant les questions suscitées par une telle réduction des taxes sur l'essence, répertoriées par

[Politico](#): transmission aux consommateurs et entreprises, financement des infrastructures et des transports auxquels elles sont traditionnellement dédiées. Cependant, les partisans d'une suspension soulignent les excédents budgétaires des Etats après la forte reprise économique de l'année dernière – ce qui leur permettrait de faire face une baisse des recettes.

Brève

- Le 15 mars, Sarah Bloom Raskin, qui avait été proposée par le président Biden pour le poste de vice-présidente de la Réserve fédérale chargée de la supervision, a renoncé à cette nomination. Ce [retrait](#) fait suite à l'annonce par le sénateur démocrate Joe Manchin qu'il ne soutiendrait pas sa nomination, rendant difficile l'obtention de la majorité des votes requise au Sénat pour être confirmée. Les positions prises par S. Bloom Raskin sur la prise en compte des risques climatiques dans la réglementation financière et le financement des industries du pétrole ou du gaz (cf. la lettre de la [US Chamber](#) of Commerce lors de l'annonce de sa nomination) font partie des raisons mises en avant par les opposants à sa nomination. J. Manchin a ainsi [indiqué](#) que les « précédentes déclarations publiques [de Madame Bloom Raskin] n'ont pas répondu de manière satisfaisante à [ses] préoccupations concernant l'importance cruciale du financement d'une politique énergétique globale pour répondre aux besoins énergétiques critiques de notre nation ».

Transport et Infrastructure

5. Maersk cité à comparaître par le Département de la Justice dans le cadre d'une enquête sur les perturbations de la chaîne d'approvisionnement

Le géant danois du transport maritime Maersk a confirmé le 16 mars 2022 qu'il avait été cité à comparaître par le ministère américain de la Justice dans le cadre d'une enquête sur les perturbations de la chaîne d'approvisionnement et les transporteurs maritimes. Un porte-parole du

Département de la Justice s'est refusé à tout commentaire.

Dans son [discours sur l'état de l'Union](#) le 1^{er} mars, le Président Biden avait pointé du doigt les hausses de prix extrêmement élevées pratiquées par les transporteurs maritimes dans un contexte d'inflation importante déjà éprouvant pour les entreprises et les consommateurs américains. Dans un [communiqué publié la veille, la Maison-Blanche](#) avait annoncé la mise en place d'un [partenariat](#) entre la FMC (Federal Maritime Commission, l'agence de régulation du secteur) et le

Département de la Justice pour mettre en commun leurs expertises et se donner les moyens d'engager d'éventuelles poursuites judiciaires en cas de violations des réglementations particulières applicables au transport maritime de fret ; cette initiative s'inscrit dans une démarche plus large du gouvernement engagée à la suite du décret présidentiel du 9 juillet pour promouvoir la concurrence. Dans ce même communiqué, l'exécutif appelait également le Congrès à passer des réformes dans le secteur du transport maritime, y compris des réformes qui considéreraient les exemptions à la concurrence (« antitrust immunity ») dont bénéficieraient actuellement les accords d'alliances. Une [proposition de loi](#) « Ocean Shipping Reform Act » a bien été adoptée à la Chambre des représentants le 8 décembre avec un large soutien bipartisan (364-60), et [un texte similaire](#) est actuellement en cours d'examen au Sénat.

Les trois plus grandes alliances de transport maritime - qui comprennent les 10 plus grandes

lignes de conteneurs - représentent environ 80 % du marché du transport maritime. Maersk appartient à 2M, une alliance avec Mediterranean Shipping Co, la plus grande ligne de conteneurs du monde. Maersk et MSC contrôlent chacun environ 17 % du secteur, selon Alphaliner. Les compagnies ont choisi de dissoudre le groupe l'année dernière.

Le mois dernier, la division antitrust du ministère de la Justice a déclaré qu'elle travaillait avec les régulateurs d'Australie, du Canada, de Nouvelle-Zélande et du Royaume-Uni pour enquêter sur les perturbations de la chaîne d'approvisionnement. Les autorités de réglementation de la concurrence de ces pays ont déjà collaboré dans le cadre d'affaires transfrontalières, notamment une enquête menée en 2014 sur la fixation des prix des expéditions maritimes de voitures et de camions, qui avait abouti à trois plaidoyers de culpabilité d'entreprises et à des amendes de 136 millions de dollars aux États-Unis.

Agriculture et industrie agroalimentaire

6. 250 M\$ pour accroître la production d'engrais durables et conforter la concurrence dans ce secteur

Le département de l'Agriculture (USDA) va mettre à disposition 250 M\$, à partir du Commodity Credit Corporation, pour financer un programme de subventions visant à stimuler la production nationale d'engrais en fournissant une aide aux producteurs indépendants pour leur permettre d'accroître leurs capacités de production. Les détails du programme seront connus à l'été et les premières subventions devraient être accordées d'ici la fin de l'année. Cette initiative du département de l'agriculture vise un triple objectif. Cette initiative vise d'abord à desserrer le niveau de dépendance des États-Unis aux importations d'engrais, notamment vis-à-vis de pays peu sûrs d'un point de vue géopolitique et renforcer ce maillon crucial de la chaîne d'approvisionnement agricole. Avant même le conflit en Ukraine, cette vulnérabilité avait été mise en évidence lors de

l'irruption de la pandémie de la Covid-19. Il est à noter que quelques années seront nécessaires pour que ces investissements se traduisent par une augmentation notable de la production.

Le deuxième objectif, à l'image des initiatives prises dans le secteur de la transformation de la viande, est d'encourager une plus grande diversité des sources de production nationale aujourd'hui excessivement concentrées au sein de quelques groupes et donc de renforcer la concurrence et de faire baisser les prix.

Enfin, l'USDA a annoncé que son programme de soutien visera à stimuler des investissements qui promeuvent l'innovation dans les méthodes de production. L'objectif est de soutenir une production qui réduise les impacts des gaz à effet de serre du transport, de la production et de l'utilisation grâce à des sources d'énergies renouvelables, des matières premières, des formulations et en encourageant une plus grande précision dans l'utilisation des engrais

Numerique et Innovation

7. Introduction du « Prohibiting Anticompetitive Mergers Act » au Congrès

Le 16 mars, la sénatrice Elizabeth Warren (D-Mass.) et le représentant Mondaire Jones (D-N.Y) ont introduit le « [Prohibiting Anticompetitive Mergers Act](#) », un projet de loi qui rendrait illégales les fusions évaluées à plus de 5 milliards de dollars, ainsi que les fusions entraînant des parts de marché supérieures à 33 % pour les vendeurs ou 25 % pour les employeurs, et celles aboutissant à des marchés très concentrés. Par ailleurs, le projet de loi propose de réviser le processus d'examen des fusions en donnant aux agences antitrust des outils plus puissants pour arrêter les fusions les plus nuisibles, telles que interdire aux entreprises ayant des antécédents de « crime d'entreprise » ou de violation des lois antitrust au cours des dix dernières années d'acquiescer d'autres entreprises, et enjoindre aux agences de rejeter les fusions préjudiciables aux travailleurs, ou encore soustraire le contentieux des fusions à la compétence d'appel de la Cour suprême.

8. Annonces d'investissements d'INTEL dans l'UE et en France

Le P-DG du groupe INTEL, Pat Gelsinger, a présenté le mardi 15 mars les annonces d'investissement du groupe prévus dans l'Union européenne. Le groupe américain souhaite créer « la prochaine génération de l'écosystème de semi-conducteurs en Europe » avec un investissement total projeté de 80 milliards d'euros. La première phase de ce plan comprend la construction de deux usines de production de semi-conducteurs à Magdeburg, en Allemagne, pour un investissement de 17 milliards d'euros, ainsi qu'une extension des capacités de la fab INTEL en Irlande (12 milliards d'euros). En France, INTEL a annoncé l'implantation, à Saclay, de son centre de recherche et développement européen (1 000 nouveaux emplois, dont 450 d'ici fin 2024) et l'installation du siège social de la division high performance computing & AI design d'INTEL. Des négociations sont également en cours pour un investissement en Italie de 4,5 milliards d'euros dans un site industriel (1 600 emplois directs), et des développements sont prévus en Pologne et en Espagne.

9. Ajustement de la politique en matière de modération des contenus de Meta dans le cadre de la guerre en Ukraine

Le 11 mars, suite à un article de [Reuters](#) largement repris faisant état de la décision temporaire prise par Meta d'autoriser les utilisateurs de Facebook et d'Instagram basés dans plusieurs pays à publier des posts incitant à la violence dans le cadre de la guerre en Ukraine, le porte-parole de Meta avait indiqué que l'entreprise a « temporairement fait des exceptions pour des formes d'expression politique qui violeraient normalement nos règles, comme des discours violents tels que "mort aux envahisseurs russes" ». En réponse, l'ambassade de Russie aux États-Unis avait demandé que Washington arrête les « activités extrémistes » de Meta. Par ailleurs, le bureau du procureur général de Russie a déclaré avoir déposé une requête « pour reconnaître Meta Platforms comme une organisation extrémiste et interdire ses activités sur le territoire de la Fédération de Russie ». Le 13 mars, Meta aurait précisé à nouveau sa politique de modération des contenus pour l'Ukraine afin d'interdire les appels à la mort d'un chef d'État, quel qu'il soit, et interdire les appels à la violence contre les « Russes en général » selon un message interne de l'entreprise vu par [Reuters](#), largement repris dans la presse américaine, et non démenti par Meta. L'interdiction d'Instagram annoncée par la Russie est entrée en vigueur le lundi 14 mars, alors que Facebook et Twitter avaient déjà été interdits.

Brèves

- Le 9 mars, les membres bipartisans du comité judiciaire de la Chambre ont envoyé une [lettre](#) de 24 pages au procureur général des États-Unis Merrick Garland pour alerter le Department of Justice d'une conduite potentiellement criminelle d'Amazon et de ses cadres supérieurs. La lettre explique comment Amazon s'est engagé dans un « schéma et une pratique » de conduite trompeuse qui semblaient conçus pour « influencer et entraver » l'enquête de 16 mois effectuée pendant la session précédente du Congrès qui avait donné lieu à un rapport sur la politique de concurrence sur les marchés numériques. Par exemple, la lettre explique que lors d'un témoignage devant le comité, un haut responsable d'Amazon a déclaré que la société n'utilisait pas les données qu'elle recueillait sur ses vendeurs tiers pour les concurrencer et ne répertoriait pas ses produits avant les produits tiers dans les résultats de recherche des clients,

- alors que des enquêtes crédibles selon la Chambre ont démontré le contraire.
- L'achat par Amazon de MGM pour 8,45 milliards de dollars a été finalisé le 17 mars, sans réaction publique de la FTC quant à sa volonté de contester ou non l'accord. La FTC conserve néanmoins son droit d'attaquer la fusion, même après sa réalisation.
 - Le 15 mars, le président Joe Biden a signé la législation de financement fédéral de 1,5 trillion de dollars, qui comprend une législation sur la cybersécurité qui obligera les opérateurs d'infrastructures critiques à signaler au gouvernement un piratage dans les 72 heures et un paiement de ransomware dans les 24 heures. Ces règles engloberaient un large éventail d'entreprises dans 16 secteurs des infrastructures critiques.
 - Le 16 mars, Meta a ajouté de nouveaux contrôles parentaux à Instagram après des critiques soutenues concernant l'effet de la plateforme sur la santé mentale des jeunes. Le nouveau centre familial d'Instagram comprendra un centre éducatif permettant aux parents d'apprendre à discuter des médias sociaux avec les adolescents, ainsi que la possibilité pour les adolescents d'inviter un parent ou un tuteur à superviser leur compte et à voir combien de temps ils passent sur Instagram, ainsi que qui ils suivent et qui les suit. Le sénateur Richard Blumenthal (D-Conn.), président du sous-comité sénatorial sur la protection des consommateurs, a qualifié l'effort d'Instagram de « trop peu, trop tard ».

Santé

10. La position des entreprises pharmaceutiques dans le conflit ukrainien

Plusieurs entreprises pharmaceutiques américaines ont fait des annonces cette semaine sur leur position dans le conflit ukrainien. Pfizer, [Eli Lilly](#), et [AbbVie](#) ont fait le choix d'arrêter leurs investissements, leurs activités promotionnelles ainsi que, pour celles concernées, leurs essais cliniques en Russie. Pfizer a [annoncé](#) lundi que les bénéfices de ses filiales dans le pays seront reversés à des fonds humanitaires pour l'aide aux civils ukrainiens, accompagné dans son initiative par Eli Lilly Cette dernière et Abbvie vont également retirer du marché les produits « non essentiels » mais ne couperont pas l'accès à la population russe aux traitements vitaux. Toutes se sont engagées à assurer l'approvisionnement de l'Ukraine en médicaments.

11. Appel de la Maison Blanche pour le financement d'un Plan Covid

La Maison Blanche [alerte](#) sur le budget dédié au financement de la lutte contre le Covid dans un communiqué. Suite au refus la semaine dernière du vote d'un budget pour le plan de réponse à la crise dans le cadre de la loi budgétaire pour 2022, elle souligne les difficultés à répondre à une nouvelle vague notamment en termes de capacités de tests, d'achat de doses de vaccination et de financement de recherche et développement en l'absence d'une nouvelle enveloppe budgétaire dédiée. La Maison Blanche réaffirme la nécessité qu'un budget de 22 milliards d'USD soit voté dans les semaines qui arrivent.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Washington

Rédacteurs : Pôles Commercial, EDDet, Entreprises et Agriculture

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Economique Régional de Washington.

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique Régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.